

## L'article de Roland Rugero sur Nyangoma passé au crible

@rib News, 14/04/2015 Du sophisme en journalisme. Le cas de Roland Rugero Par Albanel Simpemuka « Tout ce qui rampe est gouverné par des coups ». Hâraclite Il y a bientôt deux semaines, mon attention fut attirée par un article sur un article de Roland Rugero, paru sur Iwacu. Cet ami, très savant, trouvait le dit article animé de mauvaise foi, contradictoire. Je me promis alors de lire cet article dès que j'aurais un peu de temps. L'article intitulé : « Comment Nyangoma a (presque) offert à Nkurunziza le troisième mandat » et publié le 01-04-2015 sous la rubrique « Ce que j'en pense », portait sur une déclaration du parti CNDD datée le 27 mars 2015. (Voir : <http://www.iwacu-burundi.org/blogs/rolandrugero/burundi-nyangoma-nkurunziza-troisieme-mandat-ceni-amatora2015-cndd-fdd/>). Voici maintenant mes observations.

L'article de Roland Rugero pose problème à maints égards et procède par des astuces sophistiquées : coquetterie verbale, détournement du sujet, contradiction déguisée, confinement conceptuel par prétention de principe, amalgame astucieuse par survol léger, affirmations gratuites. Mais également diabolisation de Léonard Nyangoma sans examiner, dans le fond, la valeur du propos de son parti. Commentons par là. Par un jeu de contraste en forme d'entonnoir, Rugero entreprend de dire que Nyangoma est politiquement fini. Sa tactique consiste à flatter avant de mordre : « une des tâches pensantes de l'ADC-Ikibiri », « le parrain idéologique de l'ADC-Ikibiri », « le maître des professeurs », « une voix politique significative » ; puis : « son aura électorale avait fondu comme peau de chagrin se limitant désormais à sa gendarmerie verve sur micro et aux collines natales ». Le canevas inavoué sur lequel Rugero brode subrepticement, par petites touches, c'est un régionalisme régional ainsi qu'en attestent les expressions : « le parti du sud » ou « le maître des professeurs de math de Rutovu ». Cela peut sembler anodin (on vient tous de quelque part) et passer inaperçu. Mais en quoi cela intéresse-t-il le sujet traité de savoir que Nyangoma est du Sud ? Qu'il a enseigné à Rutovu ? Ensuite l'auteur veut faire endosser à Nyangoma des responsabilités inattendues. En effet, il plut à insinuer, qu'en signant « une missive lourde », en employant le mot infâme de « transition », Nyangoma provoqua une mobilisation du parti présidentiel et découragé la communauté internationale : l'ambassadeur Paul Seger « laissait de côté les habituels appels à respecter la Constitution, Arusha et son esprit et les autres lois » pour confier le sort de l'éventuelle candidature de Nkurunziza à la Cour Constitutionnelle ». En menaçant d'imposer le CNDD-FDD, Nyangoma aurait éveillé l'instinct de conservation de ce parti : « la seule force capable de vaincre Cnnd-Fdd est celle qui le mènera à une implosion, dispersant en factions le réservoir de voix du parti en milieu rural. Or, c'est ce que promet justement le schéma officiellement tracé par la proposition de Nyangoma, qui d'ailleurs essaie jusqu'à l'essentiellement sur les réseaux sociaux. » Ce n'est pas là le seul grief. La proposition de Nyangoma serait anti-démocratique et jetterait le trouble. « Ce trouble frappe ceux qui sont attachés au principe de transfert de pouvoir par les urnes, avec un soutien au processus électoral tant sur le plan logistique qu'à travers un suivi sur terrain du travail de la CENI. Et si la situation sécuritaire peut poser des soucis par endroits, le travail logistique et les processus d'inscription sont en général oral appréciés ». La question que Rugero ne pose pas est de savoir si les conditions de transfert du pouvoir par les urnes ou d'une élection juste sont objectivement réunies. Lui qui, par euphémisme reconnaît tout de même que « la situation sécuritaire peut poser des soucis par endroits. » Mais encore : Rugero agite le chiffon rouge de l'ethnisme, sans aucune justification valable : A son avis, l'appel du président du CNDD à risquer le débat sur le 3<sup>e</sup> mandat « inconsciemment un débat débouchant sur des réflexes ethniques en milieu rural » « les propos de Nyangoma auront comme autre conséquence l'ethnicisation accrue du débat électoral, notamment cette question de la candidature de Nkurunziza. Ici aussi, la propagande cndd-fddiste fait fort de rappeler les parallèles historiques dans un milieu rural pas complètement guéri des traumatismes de la crise de 1993. » En quoi demander une transition revient-il à ethniser le débat électoral ? Pour ne pas répondre, Rugero invoque des hypothèses propagandistes du CNDD-FDD, à qui il prête des propos, sans dire s'ils sont fondés ou pas. En effet ces propagandistes feraient un parallèle entre la transition consécutive à « la reddition (sic) de la démocratie démocratique Frodebu », à « jusqu'en 2005. 11 années de malheur » essentiellement en milieu rural, chez vous ! » leur criet-elle et une autre transition faisant fi de la volonté populaire « qui va aller de la reddition de la démocratie démocratique du Cndd-Fdd et l'opposition au sein d'un gouvernement de transition dans lequel personne ne saurait dire comment, ni quand on s'en sortira. » « Ce seront de nouvelles années de malheur devant vous ! », assure (sic) les propagandistes du parti, touchant une corde sensible surtout chez les électeurs hutu du monde rural. » Mais, si les propagandistes, sentant la menace d'une éventuelle transition, mobilisent en tirant sur la corde ethnique, le tort en revient-il à Léonard Nyangoma ? Toute prise de position justifiée doit-elle être évitée pour ne pas devenir le prétexte d'une manipulation ethniste ? Rugero devrait répondre. Tout aussi risqués et gratuits sont les propos selon lesquels « Les deux contextes généraux par la sortie médiatique de Nyangoma, couplés aux mouvements et intimidations de Imbonerakure et des anciens combattants sur les collines vont avoir comme résultat un mouvement centripète autour du Cndd-Fdd, tout au moins durant le processus électoral. » Ce genre d'amalgame qui prête à Nyangoma une proximité causale (voyez l'astuce) avec les Imbonerakure, (que Nyangoma et son parti ne cessent de dénigrer), est une malhonnette intellectuelle. Et comment Rugero justifie-t-il des phrases à l'emporte-pièce telles que : « les propos de Léonard Nyangoma vont confiner le positionnement individuel des électeurs susceptibles de faire bouger les rapports de force dans la course électorale des réflexes de groupe, identitaires, et qui du coup, vont tuer le débat citoyen autour d'un nouveau mandat Nkurunziza. » Ou encore : « Nyangoma, ce héros de la résistance face à la mort de la démocratie en 1993 a inconsciemment perverti le débat démocratique qui prenait une ampleur citoyenne inédite. » Encore une fois, il faudrait que Rugero montre comment l'appel à une transition aboutit à ce genre de phénomène de repli identitaire ou à tuer le débat citoyen. Rugero, en des termes inutilement alambiqués, veut dire que les propos de Nyangoma vont pousser les Hutu à voter pour les Hutu et les Tutsi pour les Tutsi. Mais il ne montre pas comment et je crains que cela ne soit effectivement au-dessus de ses forces, car les Burundais ont atteint une maturité

politique telle qu'ils sont, pour la plupart, au-dessus des considérations ethniques dans leurs jugements politiques et leur vote. A Rugero, qui a un goût prononcé pour le langage savant, rappelons au passage ce mot d'usage courant : « Je ne dirai pas grand-chose des bribes de géopolitique, qui semblent justifier, à partir d'une peur que nourrirait le CNDD-FDD par rapport à un environnement régional en train de se surarmer, le raidissement de ce parti. Je me permets juste deux mots sur les appréciations sur le Rwanda et la RDC. Rugero démarre en trombe son article en citant, avec un enthousiasme d'un spectateur sportif, les coups de semonces de la communauté internationale contre un troisième mandat. Arrivé sur le Rwanda et la RDC, il constate, impassible, que « pour Kigali et Kinshasa, toute position régionale qui défend le primat de la volonté populaire sur le diktat de la communauté internationale » est la bienvenue ». Oublie-t-il les tentations des Présidents de ces pays de modifier la constitution de leur pays, tout en s'abritant derrière une volonté populaire manipulable en contexte de dictature ? En quoi Nkurunziza, qui va bientôt faire dix ans, serait-il plus blâmable que ses homologues rwandais et congolais, qui ont pris le pouvoir avant lui et de façon controversée ? En quoi la démocratie au Congo et au Rwanda serait-elle une affaire strictement interne, pendant que nous appelons de nos vœux le soutien de l'ONU ou d'Obama contre la dictature chez nous ? Citer la position de Kagame qui dit « la décision d'une réforme constitutionnelle appartient au peuple rwandais. Nous n'avons pas la prétention de dire qu'il faut diriger la France ou les Etats-Unis; la République doit être vraie », c'est bien. Mais, en quoi Kagame violant ou modifiant la constitution rwandaise pour se maintenir au pouvoir, serait-il différent de Nkurunziza dans la même posture ? Quand les tyrans se disent nationalistes, c'est une façon de demander qu'on les laisse malmenés, sans protester, leur constitution et leur peuple ! A propos de la transition après avoir lu la déclaration du CNDD du 27 mars, Roland Rugero occulte le fait que non seulement c'est la position d'un parti, mais ne semble, en plus, tenir aucun compte des raisons et faits invoqués pour réclamer une transition. Il agit notamment d'une économie en lambeaux, une extrême pauvreté, un chômage de plus de 50% de la population, des difficultés dans la mobilité ; de l'existence d'une milice affiliée au pouvoir et qui sème la terreur; de la scission des partis politiques créés et entretenue par le pouvoir, une démocratie immolée à l'autel de l'orgueil et de la haine; de l'organisation des élections truquées et truquées d'irregularités CENI devenue une machine de fraudes électorales depuis 2010 ; de la crise au sein du CNDD-FDD et ses conséquences visibles et potentielles ; et des informations crédibles indiquant que les formations paramilitaires des jeunes Imbonerakure se sont accrues ces derniers jours. « Cette situation de terreur, disait la déclaration, n'a d'autre but que d'assurer la réélection forcée de Pierre Nkurunziza et de son parti, le CNDD-FDD, en éliminant dans le sang les mouvements insurrectionnels qui s'annoncent. » Dans la logique du CNDD et de son Président, c'est, me semble-t-il, le bilan lamentable du CNDD-FDD, mais surtout son incapacité à organiser des élections justes et transparentes, qui justifiaient une transition, pour enfin déboucher sur des élections impartiales. Au lieu de se demander si l'argumentaire était recevable et suffisant, Rugero s'est contenté d'une interprétation tendancieuse et unilatérale d'emprunt à la transition : « Or transition = négociations = direction collégiale du pays = éparpillement de l'électorat Cndd-Fdd nouvelles coalitions en jeu = mort du Cndd-Fdd. » Ce genre d'équation forcée ne part pas d'une analyse sérieuse du concept de transition. Quelle vienne du CNDD-FDD ou de Rugero. Le Burundi a connu des transitions (à l'approche de l'indépendance, après l'Accord d'Arusha, par exemple), sans que le phénomène de mort du parti au pouvoir n'ait été observé. Tous les pays connaissent à certains moments, des transitions, c'est-à-dire des passages négociés ou d'un régime politique à un autre ou d'une classe à une autre ou d'une fraction de classe politique à une autre. Ce que proposait le CNDD, c'est une transition négociée, donc non violente, pour ouvrir la voie à une démocratie pluraliste et non que le CNDD-FDD à bloquer. De la position d'elle de Rugero Rugero veut s'avancer masqué, fait semblant de ne pas adhérer aux thèses du CNDD-FDD, mais il défend ses positions, du moins il en est un défenseur objectif. « Le raisonnement propagandiste au sein du parti présidentiel est simple : si le parti cède de sur la candidature de Nkurunziza, ce sera un aveu de faiblesse que l'opposition va exploiter au maximum pour exiger l'arrêt du processus électoral d'irregular par l'ADC Ikibiri et le démantèlement de l'actuelle CENI. Le temps de remplacer tout cela et l'on sera aux expirations des dates de légitimité des institutions, ce qui mènera de fait à la transition annoncée par Nyangoma. » Le raisonnement de Rugero, qui semble reprocher à Nyangoma d'avoir provoqué le resserrement des rangs des membres du parti au pouvoir cache mal néanmoins sa proximité idéologique avec ce parti. Il suffit de lire quelques-unes de ses conclusions, teintées d'un réalisme cynique : « Si Nkurunziza parvient à donner les gages qu'il peut maîtriser la situation après son élection et qu'il effectivement il passe, cela fera l'affaire de tout le monde au sein de l'EAC. Preuve sera faite que la Communauté internationale, appuyée par son porte-parole local (la société civile) [bon ?] peut imposer l'agenda politique des peuples qui savent prendre en mains leur destinée. » « Pauvre Burundi : nous sommes-nous trompés en souhaitant avant l'heure l'arrivée des civils au pouvoir ? La raison du plus fort est toujours la meilleure. Il agit pour Nkurunziza de montrer qu'il est réellement le plus fort, ainsi on ne regrettera pas d'avoir accepté avant l'heure l'arrivée des civils au pouvoir ». Que retenir en fin de compte ? Que Rugero est un sophiste, qui tend à confondre le beau parler avec le parler vrai. Ou plutôt à faire de la vérité. Qu'il nourrit une haine invaincue, avec des relents régionalistes, contre Léonard Nyangoma dont il ne peut nier les mérites historiques. Que les reproches qu'il lui fait sont infondés, gratuits et superficiels. Pire, Rugero semble incapable d'assumer ses positions politiques pro-CNDD-FDD : il fait d'abord semblant de se réjouir de son ébranlement, puis, ensuite, retranché derrière des paravents transparents, vanter la recevabilité d'un passage en force de Nkurunziza. Un proverbe burundais dit bien « uwubundabunda abonwa n'uwuhagaze ». Malgré ses contorsions, ses mots sont d'une limpide clarté : « Face à un électorat qui instinctivement associe transition > amagaburanyama\* > intérêts des politiciens > guerre, il sera assez difficile de remettre en doute et de façon sensée/raisonnée l'opportunité d'un mandat à Nkurunziza III. A l'inconnu de la transition, on préférera le familier de 2005 à 2015 ». Cette façon cavalière de présenter des intentions à l'électorat pour ensuite tirer des conclusions accommodantes ne trompe plus. Si tu t'improvises gardien de l'avenir, ne t'avise surtout pas d'en fermer les portes (Lazanda.)